**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** 26 (1989)

**Heft:** 965

**Artikel:** En marge d'une assemblée : Perestroïka au FMI et à la Banque mondiale?

**Autor:** Carera, Mario

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1011184

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 14.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

*EN MARGE D'UNE ASSEMBLÉE*

# Perestroïka au FMI et à la Banque mondiale ?

**(réd) Après celle des dix pays les plus industrialisés du monde (qui sont en fait onze depuis que la Suisse en fait partie), s'ouvre cette semaine l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Mario Carera, coordinateur de la communauté de travail Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain, était à Washington cet été. Il nous livre quelques-unes des réflexions que lui ont inspiré deux semaines passées au cœur des institutions de Bretton Woods. Une position qui tranche avec l'attitude généralement critique des organisations de développement.**

Perestroïka? La question paraît provocatrice, tant ces deux institutions intergouvernementales (151 pays membres) ont été vouées aux gémonies par les opinions publiques du Nord et du Sud à cause de leurs stratégies «néo-libérales» face aux économies en crise des pays du tiers monde.

Des entretiens approfondis pendant trois semaines auprès de ces deux institutions ainsi qu'auprès d'organisations de développement et de protection de l'environnement basées à Washington légitiment au moins la question.

### Le droit de veto vert

Dans le domaine social et celui de l'environnement plus particulièrement, la Banque mondiale est en voie de tirer les conséquences d'erreurs et d'impasses antérieures: une «unité environnement» a été créée dans le département Afrique. Elle compte 70 personnes et dispose d'un droit de veto sur les nouveaux projets dans ce continent. La politique des grands barrages est revue afin d'intégrer tous les aspects (énergétiques, écologiques, humains, financiers...). Des principes-directeurs définissent peu à peu des stratégies plus soucieuses de l'environnement (législations nouvelles à adopter par les gouvernements pour freiner la déforestation, l'exploitation des sols, etc).

Dans le domaine «social», la Banque établit un constat établi par beaucoup depuis longtemps: «La croissance ne suffit pas à elle seule à réduire la pauvreté.» D'où de nouveaux programmes touchant les plus pauvres dans 26 pays africains (petits paysans, femmes, artisans). Au-delà de mesures «compensatoires-assistantielles» (distributions, subventions ciblées) destinées à limiter les dégâts sociaux des nécessaires politiques de rigueur, ces programmes veulent appuyer des initiatives d'auto-promotion économique et sociale des plus pauvres (crédit, formation, études de marché). Les obstacles sont de deux ordres: la plupart des gouvernements africains — ne le cachons pas — voient d'un mauvais œil l'émergence d'initiatives autonomes de groupes de populations jusque là marginalisées et inorganisées. Second obstacle: comment toucher et mobiliser ces groupes? Par les organisations de coopération du Sud, répondent les experts de la Banque mondiale, si elles veulent jouer le jeu et si les gouvernements africains acceptent la formation d'un secteur associatif-coopératif indépendant.

### Néo-libéralisme version tropicale ?

Le rôle de l'Etat et la redistribution du pouvoir (politique, économique, institutionnel) sont au cœur des processus d'ajustement structurel en cours dans la plupart des pays africains. A trop décrier les programmes de restructuration mis en place sur les conseils du FMI et de la Banque mondiale, on en oublie ces enjeux fondamentaux. Réduire ces programmes à des versions tropicales du néo-libéralisme reaganien revient à faire l'impasse politique et conceptuelle sur des blocages structurels fondamentaux (rôle de la société civile, des élites, rôle de l'Etat). Au risque de rappeler des banalités, ce n'est pas le FMI et la Banque qui ont organisé la fuite des capitaux, instauré un train de vie en ville pour les élites sur le dos des paysans, endetté les pays dans des dépenses de prestige souvent fort peu productives ou encore maintenu des budgets militaires plusieurs fois supérieurs aux dépenses d'éducation ou de santé. Les exigences de démocratie en Afrique, encore fort peu organisées, même si la jeunesse en privé ne mâche pas ses mots, devraient, comme en Europe de l'Est, être l'indispensable complément des libéralisations économiques en cours. Cela prendra du temps mais des jalons peuvent être posés dès maintenant.

### Les pays riches abusent de leur situation

Les «élites» du Nord (gouvernements, industries et banques privées) doivent elles aussi procéder à des «ajustements structurels»: des exportations d'armes aux refus entêtés des banques de passer l'éponge sur une partie des dettes, en passant par le protectionnisme, l'absence de politique nouvelle sur les matières premières ou les déficits des Etats-Unis, la liste est longue des «contraintes extérieures» à l'ajustement des économies du Sud.

C'est le paradoxe des politiques multilatérales: réduire les déficits et tenter de remettre à flot des pays en voie de développement, sans pouvoir mener des réajustements parallèles au Nord: question de pouvoir institutionnel, de rapports de force.

### Mieux cibler les critiques

Au moins, les forces critiques organisées, au Nord comme au Sud, devraient-elles mieux cibler leurs critiques face à leurs décideurs respectifs en évitant de voir systématiquement des «forces sataniques», même laïques, derrière toute stratégie du FMI et de la Banque mondiale: institutions inter-gouvernementales, elles répondent de leur politique devant les gouvernements (du Nord surtout), qui eux doivent (devraient) rendre compte à leurs opinions publiques.

Mario Carera